

PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE SIMPLIFIE



epfge
Etablissement Public Foncier
de Grand Est

Démolition de 6 bâtiments
Rue de Reims et Quai de Marne
EPERNAY (51)

P.G.C.S.P.S Simplifié

Document rédigé par :



VIBC Ingénierie - 8, rue du Glapier - 51320 MONTEPREUX

☎ 03.26.66.43.69

contact@vibc-ingenierie.fr

Opération de niveau 3

Rédigé par :

M. Rodolphe MICHEL

Vérifié par :

M. Rodolphe MICHEL

PGCSPS

Indice 000

17/11/2025

Initial

PRÉAMBULE

➤ Nous vous informons du fait que cette opération sera réalisée en tenant compte des dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de la loi n° 14-18 du 31 décembre 1993, et de ses décrets d'application.

➤ Vous devez donc tenir compte dans votre organisation des éléments d'information détaillés ci-après, tout en sachant que le P.G.C.S.P.S pourra faire l'objet de modifications ou de compléments portés à votre connaissance en cours de chantier.

➤ À ce titre, nous attirons votre attention sur le fait que vous devrez vous organiser en tenant compte des modalités d'organisation issues de ce texte et notamment des deux éléments suivants :

➤ Les entreprises devront appliquer le décret 65-48 du 8 janvier 1965 modifié par le décret du 6 mai et complété par le décret du 1^{er} Septembre 2004 (Hygiène et Sécurité dans les travaux du bâtiment) consolidé par la version du Code du Travail en date du 1^{er} mai 2008.

➤ Les entreprises qui ont besoin d'information concernant cette réglementation peuvent s'adresser à la Société VIBC Ingénierie chargée de la coordination sécurité du chantier.

**NOTA : En cas de discordance entre les autres pièces du marché et le présent document qui entraînerait une incidence financière,
Le Maître d'Ouvrage donnera la priorité au document qu'il jugera le plus adapté.**

ÉNONCÉ DES RISQUES PROPRES À L'OPÉRATION ET SUGGESTIONS SUR LES MOYENS À METTRE EN ŒUVRE

Risques engendrés par le type de chantier : (Le chantier sera réalisé en emprise close)

Cette opération va mettre en évidence une co-activité de deux ordres :

- Les interactions entre les voies de circulations à proximité et l'entreprise

Outre cette co-activité, les risques principaux concernent :

- Chutes de plain-pied et de hauteur.
- Écrasements sous les charges soulevées.
- Bruit, poussière, vibrations.
- Mauvaises postures de travail.
- Présence d'amiante
- Présence de réseaux existants (nécessite des consignations)
- Électrocution par contact avec les câbles électriques sous-tension existants.
- Dangers occasionnés par des manœuvres imprévues ou des conditions climatiques particulières.

Pour remédier à ces risques, il conviendra de privilégier les protections collectives par rapport aux protections individuelles et de respecter les consignes et procédures.
Balisage et protection des zones à risques.

Ce présent document a été établi suivant les PGP (Principes Généraux de Préventions)

Pour Rappel, la prévention des risques professionnels repose sur 9 principes généraux inscrits dans le Code du travail (article L. 4121-2).

1. Éviter les risques

- Supprimer le danger ou l'exposition à celui-ci.

2. Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités

- Apprécier leur nature et leur importance afin de déterminer les actions à mener pour assurer la sécurité et garantir la santé des **travailleurs**.

3. Combattre les risques à la source

- Intégrer la prévention le plus en amont possible, notamment dès la conception des lieux de travail, des équipements ou des modes opératoires.

4. Adapter le travail à l'Homme

- Concevoir les postes de travail et choisir les équipements, les méthodes de travail et de production pour limiter notamment le travail monotone, cadencé ou pénible. Par exemple, la phase d'évaluation des risques peut permettre de repérer des plans de travail d'une hauteur inadaptée pour les salariés (entraînant des contraintes importantes et des efforts inutiles). Ce plan peut être surélevé ou abaissé pour diminuer le risque d'atteintes ostéoarticulaires.

5. Tenir compte de l'évolution de la technique

- Assurer une veille pour mettre en place des moyens de prévention en phase avec les évolutions techniques et organisationnelles.

6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou par ce qui l'est moins

- Éviter l'utilisation de procédés ou de produits dangereux lorsqu'un même résultat peut être obtenu avec une méthode présentant des dangers moindres (le remplacement d'un produit cancérigène par un produit moins nocif, ou l'utilisation de peintures sans solvant, par exemple).

7. Planifier la prévention

- Intégrer dans un ensemble cohérent la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'environnement. En cas d'intervention de plusieurs entreprises sur un même lieu, organiser la prévention en commun.

8. Prendre des mesures de protection collective

- L'employeur doit donner la priorité aux mesures de protection collective. L'utilisation des équipements de protection individuelle intervient uniquement en complément des protections collectives si elles se révèlent insuffisantes

9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs

- Donner aux salariés les informations nécessaires à l'exécution de leurs tâches dans des conditions de sécurité optimales. Il s'agit notamment de leur fournir les éléments nécessaires à la bonne compréhension des risques encourus et ainsi de les associer à la démarche de prévention. Ces principes doivent être mis en œuvre en respectant les valeurs essentielles et les bonnes pratiques de prévention. Ces principes montrent le caractère plurifactoriel (organisationnel, humain, technique...) des risques professionnels

AMIANTE & PLOMB

Rappel des textes et procédures

Un diagnostic amiante et plomb avant travaux est inclus au DCE.

Le Document de **repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux dans un immeuble** indique la **présence de ce produit**.

Par conséquent, au titre :

Amiante :

- Du décret n° 2001-1316 du 27 décembre 2001 modifiant le décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante, pris en application du code du travail et du code de la consommation.
- Du décret n° 2002-839 du 3 mai 2002 modifiant le décret n° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Du décret n° 2002-1528 du 24 décembre 2002 modifiant le décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante et le décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.
- De l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.
- De l'arrêté du 12 mars 2012 relatif aux stockages des déchets amiante.
- Du décret 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante (COFRAC - Article 4412-129 du code du travail)
- De l'arrêté du 26 juillet 2012 modifiant l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux.
- De l'arrêté du 14 Aout 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages.

- De l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.
- De l'arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant de travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant.
- De l'arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante ».
- De l'arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- De l'arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- Du Décret n° 2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante (Abaissement de la VLEP)
- Des normes NF X 46010 & NF X 46-011 du 18 Aout 2012 Référentiel pour la certification des entreprises et d'attribution du suivi des certificats des entreprises.
- De la norme NF EN 529 Recommandations pour le choix, l'utilisation, l'entretien et la maintenance des APR

Sans oublier :

- Guide ED 6091, Travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante — Guide de prévention, INRS
- Guide ED 6028, Exposition à l'amiante lors du traitement des déchets — Guide de prévention, INRS
- Guide ND 2137:2000, Le bilan aéraulique des chantiers d'amiante, INRS
- GA X 46-033, Air intérieur — Partie 7 : Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air — Guide d'application de la norme NF EN ISO 16000-7:2007

Plomb :

- De l'article R. 4412-149 du Code du travail relatif à la une **valeur limite d'exposition professionnelle** (VLEP) réglementaire **contraignante**, à ne pas dépasser en moyenne sur 8 heures dans l'atmosphère des lieux de travail, de 0,1 mg/m³
- De l'article R. 4412-152 du Code du travail relatif aux valeurs biologiques (VLB) à ne pas dépasser sont fixées à 400 µg de plomb par litre de sang pour les hommes et à 200 µg/l de sang pour les femmes
- Des articles R. 4412-156 à R. 4412-159 du Code du travail relatif aux mesures d'hygiène mis à disposition des travailleurs par le chef d'entreprise
- De l'article R. 4412-160 du Code du travail relatif à la surveillance médicale notamment si l'exposition à une concentration de plomb dans l'air est supérieure à 0,05 mg/m³ (calculée comme une moyenne pondérée en fonction du temps sur une base de 8 heures), ou si une plombémie élevée (supérieur à 200 µg de plomb par litre de sang pour les hommes et 100 µg/l pour les femmes) est mesurée chez un travailleur

Sans oublier :

- Guide ED 6374, Interventions sur les peintures contenant du plomb. Prévention des risques professionnels



Lois, Arrêtés & Circulaires



« Environnement »

- ⚙ **Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976** relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (Livre V Prévention des pollutions, des risques et des nuisances – Titre I Installations classées pour la protection de l'environnement – Article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement) et son décret d'application n° 77-1133 du 21 septembre 1977
- ⚙ **Circulaire du 3 décembre 1993** relative à la politique de réhabilitation et de traitement des sites et sols pollués.
- ⚙ **Arrêté du 17 octobre 1994** relatif à l'informatisation de l'inventaire national des sites et sols pollués.
- ⚙ **Circulaires du 4 et du 7 juin 1996** concernent les procédures administratives et juridiques applicables en matière de réhabilitation de sites pollués en cas de défaillance des responsables. Ces deux circulaires décrivent les procédures administratives préalables conduisant à l'intervention de l'ADEME et fixent les moyens administratifs et financiers pour mener à bien ses missions
- ⚙ **Arrêté du 2 février 1998** relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
- ⚙ **Circulaire du 11 mars 1999** relative à la réhabilitation des sites pollués en cas de défaillance des responsables.
- ⚙ **Circulaire DPPR/SEI/BPSE/DE n° 99-408 du 9 juin 1999** relative aux inventaires historiques des sites industriels anciens.
- ⚙ **Circulaire du 10 décembre 1999.** Elle précise les principes de fixation des objectifs de réhabilitation pour les sites et sols pollués. Elle s'appuie sur la définition et la comparaison de plusieurs scénarios de réhabilitation en termes d'impact sanitaire et de coût.
- ⚙ **Loi « Risque environnement » n° 2003-699 du 30 juillet 2003** relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages. Remise en état des sites pollués et garanties financières. Il y a obligation de réaliser un « état zéro » dans le cadre des dossiers de demande d'autorisation d'exploiter une ICPE, renforcement des obligations de remise en état d'un site après exploitation et de l'obligation d'information de l'acquéreur dans le cas d'une vente.
- ⚙ **Circulaire du 25 octobre 2004** sur l'application aux installations classées du plan national santé environnement.
- ⚙ **Courrier n° BPSPR/2005-337/TJ du 10 novembre 2005** relatif à la problématique de découverte de sols pollués en zone urbaine dans le cadre de projets d'aménagements
- ⚙ **Décret n° 2005-1170 du 13 septembre 2005**, modifiant le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, relatif aux installations classées. Remise en état des sols pollués.
- ⚙ **Décret du 17 mai 2006 modifiant le décret du 13 septembre 2005** relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.
- ⚙ **Circulaire du 21 décembre 2006** relative à la définition du « bon état » pour les eaux souterraines.
- ⚙ **Circulaires du 8 février 2007** relative aux sols pollués – modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués. La refonte des textes et des outils de gestion des sites et sols pollués est entrée en vigueur en 2007 avec la mise en place de nouveaux outils de gestion (plan de gestion, interprétation de l'état des milieux, analyse des risques résiduels).
- ⚙ **Loi du 12 mai 2009** de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures. L'article 114 de cette loi modifie le Code de l'environnement et notamment les modalités de remise en état des sites des installations classées soumises à déclaration en cas d'arrêt définitif. « L'exploitant place le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement et qu'il permette un usage futur comparable à la dernière période d'activité de l'installation. »

« Les déchets »

- ☒ **Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975** relative à l'élimination des déchets (contraintes en termes de gestion des terres polluées dans le cas de terrassement) et à la récupération des matériaux modifiés (principe pollueur payeur) - Titre IV déchets - Article L.541-1 et suivants du Code de l'environnement.
- ☒ **Décret n° 2002-540 du 18 avril 2002** relatif à la classification des déchets.
- ☒ **Arrêté du 30 décembre 2002** relatif au stockage de déchets dangereux. L'admission des déchets dans ce type d'installation doit se faire consécutivement à la réalisation de tests de lixiviation normalisés, dans le respect des valeurs seuils admissibles (métaux lourds, etc.). Les déchets dangereux doivent être obligatoirement accompagnés d'un BSDD (Bordereau de suivi de déchets dangereux).
- ☒ **Arrêté du 15 mars 2006** fixant la liste du type de déchets inertes admissibles dans les installations de stockage de déchets inertes et conditions exploitation de ces installations. L'admission des déchets dans ce type d'installation doit se faire consécutivement à la réalisation de tests de lixiviation normalisés, dans le respect des valeurs seuils admissibles (métaux lourds, etc.).
- ☒ **Décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007** relatif au livre V du Code de l'environnement, abrogeant les décrets n° 2002-540 du 18 avril 2002 et n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatifs à la classification et au traitement des déchets. Installations classées (articles R.511-9 à R.515-51 du Code de l'environnement). Déchets (articles R.541-7 à R.543-224 du Code de l'environnement). Propriétés qui rendent les déchets dangereux (article R.541-8, annexe 1). Liste de déchets (article R.541-8, annexe 2).

« Risques Chimique »

- ☒ **Décret n° 2001-97 du 1er février 2001**, appelé décret CMR. Il établit les règles de prévention des risques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction (articles R.4412-59 à R.4412-93 du Code du travail).
- ☒ **Décret n° 2003-1254 du 23 décembre 2003** relatif à la prévention du risque chimique.
- ☒ **Circulaire DRT n°12 du 24 mai 2006** relative aux règles générales de prévention du risque chimique, à la fois pour les cancérogènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction (CMR) et les agents chimiques dangereux (ACD). Prévention du risque chimique dans le Code du travail : Livre IV - Titre 1 (articles R.4412-1 à R.4412-148).

« VLEP (Valeurs limites d'exposition professionnelle) »

Articles R.4412-149 à R.4412-151 du Code du travail

- ☒ **Circulaire du 12 janvier 1995 modifiant et complétant la circulaire du 19 juillet 1982** relative aux valeurs admises pour les concentrations de certaines substances dangereuses dans l'atmosphère des lieux de travail.
- ☒ **Arrêté du 30 juin 2004** établissant la liste des valeurs limites d'exposition professionnelle indicatives.
- ☒ **Arrêté du 26 octobre 2007** modifiant l'arrêté du 30 juin 2004 établissant la liste des valeurs limites d'exposition professionnelle indicatives
- ☒ **Décret du 26 octobre 2007** fixant des valeurs limites d'exposition professionnelle contraignantes pour certains agents chimiques.
- ☒ **Arrêté du 15 décembre 2009** relatif aux contrôles techniques des valeurs limites d'exposition professionnelle sur les lieux de travail et aux conditions d'accréditation des organismes chargés des contrôles.
- ☒ **Décret du 15 décembre 2009** relatif au contrôle du risque chimique sur les lieux de travail.
- ☒ **Règlement REACH entré en vigueur le 1er juin 2007.** REACH est le règlement européen des substances chimiques. Il met en place un système unique d'enregistrement, d'évaluation et d'autorisation des substances chimiques dans l'Union européenne.
- ☒ **Directive n° 67/548/CEE du 27/06/1967** concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses.
- ☒ **Règlement n° 1272/2008 du 16/12/2008, ou règlement CLP** (Classification, labelling and packaging of substance and mixtures), relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances chimiques et des mélanges publiés au JO le 31 décembre 2008, entré en vigueur le 20 janvier 2009, abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006.
- ☒ **Règlement (CE) n° 790/2009 de la Commission du 10 août 2009** modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.
- ☒ **Décret 2007-1404 du 28 septembre 2007** relatif à l'arrêt temporaire d'activité mentionné au 2 de l'article L.4731-1 du Code du travail. Il porte sur l'arrêt temporaire d'activité destiné à mettre fin à la persistance d'une situation dangereuse résultant d'une exposition à une substance chimique CMR. Six substances sont visées par ce décret (les substances CMR de catégories 1 ou 2 UE et faisant l'objet de VLEP contraignantes) : le benzène, le plomb métallique et ses composés, les poussières de bois, le chlorure de vinyle monomère, le NN-diméthylacétamide et les fibres céramiques réfractaires.

TABLE DES MATIÈRES

1	RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF	13
1.1	RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'OPÉRATION	13
1.1.1	<u>Nom de l'opération</u>	13
1.1.2	<u>Adresse du chantier</u>	13
1.1.3	<u>Description sommaire du programme</u>	13
1.1.4	<u>PGCSPS rédigé à partir des pièces suivantes</u>	13
1.1.5	<u>Registre Journal du Coordonnateur (RJC Dématérialisé)</u>	13
1.1.6	<u>Calendrier prévisionnel général des travaux</u>	14
1.1.7	<u>Maîtrise d'ouvrage</u>	15
1.1.8	<u>Maîtrise d'œuvre Déconstruction / Désamiantage / Gestion des pollutions</u>	15
1.1.9	<u>Coordination sécurité « Conception & Réalisation »</u>	15
2	Entreprise Principale	15
3	ORGANISMES DE PRÉVENTION	16
4	ORGANISATION DES SECOURS	17
4.1	NUMÉROS TÉLÉPHONE D'URGENCE	17
5	POINTS COMMUNS	17
5.1	MOYEN D'APPEL AU SECOURS	17
5.3	SECOURISTES DU TRAVAIL	19
5.4	ACCÈS DES VÉHICULES DE SECOURS	19
5.5	ACCIDENTS DU TRAVAIL	20
5.6	PHARMACIE & TROUSSE DE SECOURS	20
5.7	POINT RENCONTRE	20
6	ACCUEIL NOUVEL ARRIVANT	21
7	SOUS-TRAITANTS (LE CAS ECHEANT)	21
8	CONTRÔLE D'ACCÈS	22
a.	<u>Dispositions Générales</u>	22
b.	<u>Accueil des salariés sur le chantier</u>	22
c.	<u>Formation du personnel</u>	22
d.	<u>Conditions d'accès au site pour les livreurs</u>	22
e.	<u>Conditions d'accès des visiteurs</u>	22
f.	<u>Intervention des sous-traitants</u>	22

9	ACCÈS CHANTIER	23
10	ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE	24
11	CLÔTURE CHANTIER & SIGNALÉTIQUE	24
12	CONTRÔLE D'ACCÈS	25
a.	<u>Dispositions Générales</u>	25
b.	<u>Accueil des salariés sur le chantier</u>	25
c.	<u>Formation du personnel</u>	25
d.	<u>Conditions d'accès au site pour les livreurs</u>	25
e.	<u>Conditions d'accès des visiteurs</u>	25
f.	<u>Intervention des sous-traitants</u>	25
13	PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER	26
14	CIRCULATION INTÉRIEURE	26
15	GUIDE DES MANŒUVRES	27
16	LOCAUX AFFECTES AUX PERSONNELS	28
16.1	Zone Sanitaire	28
16.2	Zone Vestiaire	29
16.3	Zone Réfectoire	29
17	EVACUATION DES GRAVOIS, NETTOYAGE DU CHANTIER ET DES ABORDS	30
18	BRUITS ET NUISANCES	31
19	BRANCHEMENT PROVISOIRE	31
19.1	ÉLECTRICITÉ DE CHANTIER	31
19.2	BRANCHEMENT EN EAU	32
20	CONSIGNATION DES RESEAUX	32
21	TRAVAUX SUPERPOSÉS	32
22	MANUTENTION ET DÉCHARGEMENT	33
22.1	OUTILLAGES DIVERS	33
22.2	TRAVAUX LIES AUX DEPOSES DE RESEAUX EXISTANTS	33
23	PROTECTIONS COLLECTIVES	34
24	AMIANTE	35
25	ABSENCE DE REVETEMENT CONTENANT DU PLOMB	36
26	TRAVAUX EN HAUTEUR	36
26.1	PIR/PIRL	36
26.2	Échafaudages	37
26.3	CACES	37
27	TRAVAUX LIES AUX DEVOIEMENTS DE RESEAUX ET RACCORDEMENTS SUR RESEAUX EXISTANTS	37
27.1	AIPR (Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux)	38

28	TRAVAUX A PROXIMITÉS DES OUVRAGES SOUTERRAINS, AÉRIENS	38
29	SANCTION POUR NON-RESPECT DES RÈGLES DE SÉCURITÉ & PROTECTION DE LA SANTE	39
30	PLANNING TRAVAUX	39
31	INSPECTION COMMUNE (Réunion préparatoire)	39
32	INTEMPÉRIES	40
33	P.P.S.P.S.	40
34	ANNEXE 01 « Fiche analyse PPSPS »	41
	<u>FICHE D'ANALYSE</u>	41
	<u>& D'AIDE</u>	41
	<u>A L'ELABORATION DU PPSPS</u>	41
35	ANNEXE 02 « Diagnostics »	44

1 RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

1.1 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'OPÉRATION

1.1.1 Nom de l'opération

Déconstruction de 6 bâtiments

1.1.2 Adresse du chantier

Rue de Reims
Quai de Marne
EPERNAY (51)

1.1.3 Description sommaire du programme

➤ Les travaux concernent le désamiantage et la déconstruction des ouvrages suivants :

Bâtiment	Nom du rapport	
N°35	2411ENE00 BI12380000000151	-
N°37	2411ENE00 BI12380000000152	-
N°3	2411ENE00 BI12380000000150	-
N°5	2411ENE00 BI12380000000148	-
N°7	2411ENE00 BI12380000000149	-
N°9	2411ENE00 BI12380000000147	-

1.1.4 PGCSPS rédigé à partir des pièces suivantes

Phase DCE

➤ Dossier PRO

1.1.5 Registre Journal du Coordonnateur (RJC Dématérialisé)

Lien : www.vibc.fr « Accès GED » ou Suivre ce [lien](#)
Identifiant : EPFGE-6MAISONS
Mot de passe : 24-11-171SP

1.1.6 Calendrier prévisionnel général des travaux

Démarrage : *A définir*

Durée : *8 mois*


1.1.7 <u>Maîtrise d'ouvrage</u>		
 Etablissement Public Foncier de Grand Est	Établissement Public Foncier du Grand Est Rue Robert Blum BP n°245 54701 PONT A MOUSSON Cedex	M. Jean Christophe QUIBLIER ☎ : 06 13 27 46 29 ✉ : jc.quiblier@epfge.fr
1.1.8 <u>Maîtrise d'œuvre Déconstruction / Désamiantage / Gestion des pollutions</u>		
	ANTEA GROUP Direction Régionale Nord Est 34 Rue de Réménauville 54000 NANCY	Mme Roxanne NOBLOT ☎ : 03 83 44 81 40 ✉ :
1.1.9 <u>Coordination sécurité « Conception & Réalisation »</u>		
	VIBC Ingénierie « Agence Marne » 6 Avenue des Tirverts 10150 Pont-Sainte-Marie	M. Rodolphe MICHEL ☎ : 07 60 19 68 95 ✉ : secretariat@vibc-ingenierie.fr ✉ : r.michel@vibc-ingenierie.fr


2 Entreprise Principale


<u>N° de Lot</u>	<u>Activité</u>	<u>Entreprise</u>
01	Titulaire <i>Installation de chantier / Pré-curage / Travaux de retrait de MCPA/Plomb / Curage / Démolition / Traitement des déchets / Ouvrages divers</i>	A définir

3 ORGANISMES DE PRÉVENTION

DREETS 5 rue Gaston Boyer CS 10009 51724 Reims	 PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS)
ddetspp-sct-reims@marne.gouv.fr		03 51 37 64 00

CARSAT 14 rue Ruissellet 51100 REIMS	
Téléphone	03 26 84 41 57


OPPBTP 16, rue Gabriel Voisin B.P 306 51100 REIMS	
Téléphone	03 26 47 36 40


Centre Hospitalier AUBAN MOËT 137 rue de l'hôpital Auban - Moët 51200 EPERNAY	
Téléphone	03 26 58 70 00


Sites d'informations		
		

4 ORGANISATION DES SECOURS

4.1 NUMÉROS TÉLÉPHONE D'URGENCE


SAMU		
Téléphone	15 ou 112 sur portable	

GENDARMERIE		
Téléphone	17	

POMPIERS		
Téléphone	18 ou 112 sur portable	

5 POINTS COMMUNS

5.1 MOYEN D'APPEL AU SECOURS

A charge	Descriptif	Objectifs et observations
01	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place un téléphone accessible par tout le personnel pendant les heures travaillées (Base-vie ou mise à disposition d'un téléphone portable) Les N° à appeler en cas d'urgence seront affichés dans les installations de chantier (base-vie et emprise travaux) Les consignes d'appel des secours seront rappelées dans le P.P.S.P.S. Une procédure sera arrêtée en concertation avec le Coordonnateur SPS et le Maître d'Ouvrage pour l'ensemble des entreprises. 	<p>L'entreprise devra au minimum avoir un responsable chantier équipé d'un téléphone mobile</p> <p>Organisation des secours commune à toutes les entreprises.</p> 

En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui,
après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18
Pompiers

112
Centre d'appels secours

15
Samu

et dites...

1 Ici chantier

À (commune ou arrondissement)
N° Rue
En face de
Téléphone

2 Précisez la nature de l'accident

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.
Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...

3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

5 Fixez un point de rendez-vous

et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.


6 Faites répéter le message

Ne raccrochez jamais le premier.


SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste à jour mentionnant leur nom doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.



5.3 SECOURISTES DU TRAVAIL

A charge	Descriptif	Objectifs et observations
01	<ul style="list-style-type: none"> L'entreprise précisera dans son P.P.S.P.S le nom de son/ses secouristes du travail. Dans le cas de sous-traitance, l'entreprise imposera à son/ses sous-traitants la présence d'un secouriste du travail, qui restera présent sur le chantier pendant la durée des travaux. Les secouristes doivent être parfaitement reconnaissables sur le chantier et doivent être en mesure de fournir aux organismes de prévention leurs certificats initiaux ou leurs recyclages. Les entreprises ne seront autorisées à intervenir que si au moins un secouriste du travail est présent sur le chantier. 	<p>Respecter les obligations réglementaires.</p>  <p>Tous les 2 ans, une mise à niveau des compétences SST du salarié est nécessaire.</p> <p>Ce recyclage est organisé sur une durée de 7 heures, où les compétences du salarié sont de nouveau évaluées. Il permet d'actualiser et de maintenir ses compétences de SST pour une nouvelle durée de 24 mois.</p>


5.4 ACCÈS DES VÉHICULES DE SECOURS

A charge	Descriptif	Objectifs et observations
01	<ul style="list-style-type: none"> La zone d'intervention est accessible par la quai de Marne et la Rue de Reims Un itinéraire d'accès précis sera arrêté après concertation avec le coordonnateur S.P.S pendant la phase préparatoire. Cet itinéraire sera précisé sur le plan d'installation de chantier Les circulations et l'emplacement de la signalisation seront indiqués sur le plan d'installation de chantier En toutes circonstances, les accès des véhicules doivent demeurer libres et exempts de tous stockages, stationnements, manœuvres de déchargements, etc... 	


5.5 ACCIDENTS DU TRAVAIL

A charge	Descriptif	Objectifs et observations
01	<ul style="list-style-type: none"> L'entrepreneur devra systématiquement informer le coordonnateur sécurité et protection de la santé de tout incident ou accident qui surviendrait sur le chantier et qui aurait eu ou aurait pu avoir des conséquences sur la sécurité et la santé des personnes. 	Permettre d'éviter la production ou la reproduction d'incident ou accident pouvant avoir des conséquences sur la santé et la sécurité des personnes.






5.6 PHARMACIE & TROUSSE DE SECOURS

A charge	Descriptif	Objectifs et observations
01	<ul style="list-style-type: none"> L'entrepreneur mettra en place une pharmacie pour l'ensemble de son personnel de chantier avec cahier d'enregistrement. Réapprovisionnement de la pharmacie au fur et à mesure <p><u>Exemple de composition d'une trousse de secours :</u> Afin d'assurer la protection du SST vis-à-vis du risque biologique, la trousse peut se composer de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Gants en vinyle non stériles à usage unique, ➤ Gel hydro-alcoolique (dosette ou flacon), ➤ Masque de protection pour le bouche-à-bouche. <p><u>Matériel de soins :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Savon liquide (dosette ou flacon), ➤ Antiseptique, ➤ Compresses stériles, ➤ Pansements adhésifs sous emballage, ➤ Rouleau de sparadrap hypoallergénique, ➤ Bandes extensibles, ➤ Paire de ciseaux à bouts ronds permettant de découper les pansements et les bandages, voire les vêtements, ➤ Couverture de survie, ➤ Poches plastiques réservées aux déchets d'activité de soins. <ul style="list-style-type: none"> De plus, des morceaux de sucre peuvent être utiles en cas de malaise. 	<p>Éviter les pharmacies stockées dans les véhicules ou caisses à outils.</p> 

5.7 POINT RENCONTRE

A charge	Descriptif	Objectifs et observations
01	<ul style="list-style-type: none"> Le point rencontre devra être situé au droit de des installations de chantier et permettra l'amélioration de l'organisation des secours en cas d'accident 	

6 ACCUEIL NOUVEL ARRIVANT

A charge	Descriptif	Objectifs et observations
01	<p><u>Applicable à tous nouvel arrivant sur le chantier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Nouvel embauché (CDD, CDI), Personnel intérimaire, Travailleur affecté à un nouveau poste de travail, stagiaire. <p><u>Règles générales de sécurité</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Suivre les consignes de sécurité. Respecter le règlement intérieur de l'entreprise. Respecter les dispositifs de protection collective. Porter les équipements de protection individuelle. Signaler toute situation dangereuse au responsable du chantier présent sur site Appliquer les consignes d'utilisation des matériels et des matériaux. Respect du protocole de circulation du site Ne pas consommer de boissons alcoolisées ni de drogues. 	
		 Je ne bois pas d'alcool sur le chantier
		 Je respecte les zones fumeurs
		 Je ne consomme pas de stupéfiant
		 Je ne mange pas à mon poste de travail ou dans d'autres lieux que les réfectoires


7 SOUS-TRAITANTS (LE CAS ECHEANT)

A charge	Descriptif	Objectifs et observations
01	<ul style="list-style-type: none"> Transmettre au coordonnateur S.P.S. les coordonnées des sous-traitants au minimum 10 jours avant le début de l'intervention du sous-traitant. Cette information concernera les coordonnées du sous-traitant, la description des travaux qui seront confiés au sous-traitant ainsi que les délais que ce dernier a pour réaliser sa prestation. Transmettre le P.G.C.S.P.S à ses sous-traitants. <u>Informar leurs sous-traitants qu'ils devront</u> : <ul style="list-style-type: none"> - Participer à une inspection commune avec le coordonnateur S.P.S. - Rédiger un P.P.S.P.S. après avoir participé à une inspection commune. 	<p>Respect des règles du P.G.C.S.P.S. par tous les intervenants du chantier.</p> <p>Mettre en copie le CSPS des demandes d'agrément</p>


8 CONTRÔLE D'ACCÈS

A charge	Descriptif
01	<p><u>a. Dispositions Générales</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Ces dispositions permettront de limiter et de repérer les personnes étrangères au chantier. Des contrôles seront effectués ponctuellement par le Coordonnateur SPS et le Maître d'œuvre. Les intervenants sur le chantier doivent pouvoir être identifiés par tout moyen à la convenance de l'entreprise (à préciser dans P.P.S.P.S) : <ul style="list-style-type: none"> Tenue vestimentaire personnalisée, badge ou équivalent L'entreprise qui accueille doit fournir le matériel de sécurité. Tous les personnels des entreprises devront être munis d'un laissez-passer comportant une photographie et les renseignements de la carte d'identité pour les ressortissants de l'Union européenne ou du titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'Inspection du travail <p><u>b. Accueil des salariés sur le chantier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Chaque entreprise est responsable de l'accueil de ses salariés. Chaque entreprise devra communiquer les consignes de sécurité à ses salariés <p><u>c. Formation du personnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Chaque entreprise sera tenue d'organiser une formation pratique et appropriée en matière de sécurité, au bénéfice des travailleurs intervenants sur le chantier La formation à la sécurité a pour objet d'instruire le salarié des précautions à prendre pour assurer sa propre sécurité et celle des autres personnes occupées sur le site. À partir des risques auxquels il est exposé et des risques qu'il peut générer, les informations, enseignements et instructions sont donnés au salarié dans les conditions fixées aux articles ci-après. <u>Le salarié est informé :</u> <ul style="list-style-type: none"> Des règles de stationnement des véhicules Des chemins d'accès aux postes de travail Des issues et dégagements de secours Des instructions de dégagements de secours Des instructions d'évacuation. Cette information est à faire dès l'arrivée du salarié et à chaque fois que les conditions de circulation changent (le cas échéant) <u>Le salarié doit bénéficier également d'une formation ayant pour objet :</u> <ul style="list-style-type: none"> De lui enseigner les comportements et les gestes les plus sûrs De lui expliquer les modes opératoires retenus De lui montrer les dispositifs de protection et de secours Dispensée sur les lieux de travail cette formation doit revêtir un caractère pratique et adapté aux risques du chantier <p><u>d. Conditions d'accès au site pour les livreurs</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Les fournisseurs sont placés sous la responsabilité de l'entreprise pour laquelle ils interviennent. Les entreprises communiqueront avec la commande, les règles de circulation et les consignes à respecter. <p><u>e. Conditions d'accès des visiteurs</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Aucun visiteur n'est autorisé à intervenir dans l'enceinte du chantier. <p><u>f. Intervention des sous-traitants</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Tout intervenant, sous-traitant ou travailleur indépendant, sera informé et soumis aux obligations du PGCSPPS Chacun de ces intervenants devra prendre contact avec le coordonnateur afin de faire une visite de chantier préalable (contact 10 jours avant l'intervention minimum.)

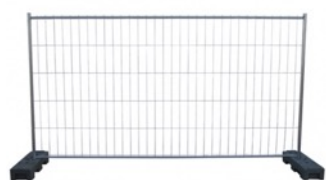


9 ACCÈS CHANTIER

Descriptif	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> • Les accès de chantier se feront principalement par la voie publique • L'entreprise aura l'obligation de nommer un chef de manœuvre afin de guider leurs prestataires fournisseurs et autres véhicules leur appartenant lorsqu'ils accèdent au chantier depuis la voie publique vers la zone de livraison 	
	

10 ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE

A charge	Descriptif	Objectifs et observations
EE	<ul style="list-style-type: none"> Les intervenants sur le chantier doivent pouvoir être identifiés par tout moyen (à préciser dans P.P.S.P.S) : <ul style="list-style-type: none"> Tenue vestimentaire personnalisée (ou équivalent) Toute personne qui accède au chantier porte <u>au minimum</u> les protections individuelles suivantes : <ul style="list-style-type: none"> Vêtements de travail Gilet de sécurité (être visible est impératif) Chaussures de sécurité Casque L'entreprise qui accueille doit fournir le matériel de sécurité. 	<p>E.P.I de base</p> 

11 CLÔTURE CHANTIER & SIGNALÉTIQUE

A charge	Descriptif	Objectifs et observations
01	<p><u>INSTALLATION AVANT TOUTE AUTRE INTERVENTION SUR LE CHANTIER</u></p> <ul style="list-style-type: none"> L'emprise est déjà clôturée par nature En cas de défaut d'étanchéité les clôtures existantes seront complétées par des dispositifs d'interdiction d'accès à l'aide de barrières de type HAERAS afin de garantir une parfaite étanchéité de l'emprise chantier (doit évoluer en fonction des phases de l'opération) Les clôtures seront de type HÉRAS grillagée de 2m de hauteur et viendront être repositionnées chaque fin de journée afin de sécuriser le chantier. Celles-ci seront d'aspect neuf, et solidement fixé entre elles (Crochet et menottes/colliers) et sur plots béton (ou équivalent) La position sera arrêtée en accord avec la Maîtrise d'œuvre, le Maître d'Ouvrage et le coordonnateur S.P.S. Fermeture en permanence (Mise en place d'une chaîne et cadenas à code de préférence) L'entreprise réalisera une zone de stockage (déchets) à l'intérieur de l'emprise clôturée L'entreprise devra également l'entretien et le maintien en état de l'ensemble des clôtures tout le long du chantier. Les barrières et le balisage de chantier devront être maintenues propres en permanence 	<p>(Ou équivalent)</p>   


12 CONTRÔLE D'ACCÈS

A charge	Descriptif
01	<p>a. Dispositions Générales</p> <ul style="list-style-type: none"> Ces dispositions permettront de limiter et de repérer les personnes étrangères au chantier. Des contrôles seront effectués ponctuellement par le Coordonnateur SPS et le Maître d'œuvre. Les intervenants sur le chantier doivent pouvoir être identifiés par tout moyen à la convenance de l'entreprise (à préciser dans P.P.S.P.S) : <ul style="list-style-type: none"> Tenue vestimentaire personnalisée ou équivalent L'entreprise qui accueille doit fournir le matériel de sécurité. Tous les personnels de l'entreprise devront être munis d'un laissez-passer comportant une photographie et les renseignements de la carte d'identité pour les ressortissants de l'Union européenne ou du titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'Inspection du travail <p>b. Accueil des salariés sur le chantier</p> <ul style="list-style-type: none"> L'entreprise est responsable de l'accueil de ses salariés. L'entreprise devra communiquer les consignes de sécurité à ses salariés <p>c. Formation du personnel</p> <ul style="list-style-type: none"> L'entreprise sera tenue d'organiser une formation pratique et appropriée en matière de sécurité, au bénéfice des travailleurs intervenants sur le chantier La formation à la sécurité a pour objet d'instruire le salarié des précautions à prendre pour assurer sa propre sécurité et celle des autres personnes occupées sur le site. À partir des risques auxquels il est exposé et des risques qu'il peut générer, les informations, enseignements et instructions sont donnés au salarié dans les conditions fixées aux articles ci-après. <u>Le salarié est informé :</u> <ul style="list-style-type: none"> Des risques spécifiques aux circulations à proximité du site (D54) Des règles de stationnement des véhicules Des chemins d'accès aux postes de travail Des issues et dégagements de secours Des instructions de dégagements de secours Des instructions d'évacuation. Cette information est à faire dès l'arrivée du salarié et à chaque fois que les conditions de circulation changent (le cas échéant) <u>Le salarié doit bénéficier également d'une formation ayant pour objet :</u> <ul style="list-style-type: none"> De lui enseigner les comportements et les gestes les plus sûrs De lui expliquer les modes opératoires retenus De lui montrer les dispositifs de protection et de secours Dispensée sur les lieux de travail cette formation doit revêtir un caractère pratique et adapté aux risques du chantier <p>d. Conditions d'accès au site pour les livreurs</p> <ul style="list-style-type: none"> Les fournisseurs sont placés sous la responsabilité de l'entreprise pour laquelle ils interviennent. Les entreprises communiqueront avec la commande, les règles de circulation et les consignes à respecter. <p>e. Conditions d'accès des visiteurs</p> <ul style="list-style-type: none"> Aucun visiteur n'est autorisé à intervenir dans l'enceinte du chantier. <p>f. Intervention des sous-traitants</p> <ul style="list-style-type: none"> Tout intervenant, sous-traitant ou travailleur indépendant, sera informé et soumis aux obligations du PGCSPPS Chacun de ces intervenants devra prendre contact avec le coordonnateur afin de faire une visite de chantier préalable (contact 10 jours avant l'intervention minimum.)

13 PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

A charge	Descriptif
01	<ul style="list-style-type: none"> Établir un plan d'installation de chantier Dès sa réalisation et avant toute intervention, ce plan devra être transmis au Maître d'Ouvrage et au Coordonnateur SPS, pour avis. Sur le plan devra figurer : <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'emplacement des installations de chantier. ➤ L'emplacement de la zone de stockage (Dont MCA) ➤ L'implantation des points provisoires d'eau et d'électricité. ➤ Le tracé de la clôture de chantier et l'implantation de la zone d'accès ➤ La signalisation routière extérieure et intérieure au chantier (voir paragraphe ci-dessous).

14 CIRCULATION INTÉRIEURE

A charge	Descriptif	Objectifs et observations
01	<ul style="list-style-type: none"> L'entreprise prendra toutes les dispositions afin que les circulations des véhicules et des piétons de tous les intervenants sur le chantier s'effectuent dans de bonnes conditions et en sécurité. Aux abords du chantier, toutes les surfaces de circulation devront être nettoyées et signalées À chaque accès de chantier, l'entreprise met en place le panneau suivant : <ul style="list-style-type: none"> - Chantier interdit au Public et port des EPI obligatoire <u>Toute personne qui accède au chantier porte au minimum les protections individuelles suivantes :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Gilet de sécurité. - Chaussures de sécurité - Casque L'entreprise qui accueille doit fournir le matériel de sécurité. 	

15 GUIDE DES MANŒUVRES

A charge	Descriptif
01 & prestataires	<ul style="list-style-type: none"> L'entreprise est responsable de l'accueil de ses véhicules, engins et prestataires lorsqu'ils accèdent au chantier ou lorsqu'ils en repartent Un Chef de Manœuvre doit être présent tout au long des manœuvres d'entrées ou sortie de site et lors des marches arrière

OPPBTP
La prévention ETP

Guider les manœuvres de camion

UNE BONNE COMPRÉHENSION DES GESTES DE MANŒUVRE EXIGE :

- LA FORMATION DE TOUTES LES PERSONNES CONCERNÉES
- UNE ATTENTION SOUTENUE
- UN ESPRIT D'ÉQUIPE
- DU PROFESSIONNALISME

Prise de commandement
Un bras le long du corps, l'autre levé verticalement, main ouverte.

STOP
Croiser et décroiser les bras.

Reculer →
Si le signaleur est devant le véhicule : geste de repousser.

Reculer ←
Si le signaleur est derrière le véhicule : faire venir à soi.

Modifier la direction
Indiquer d'un doigt tendu la direction à prendre, l'autre bras fait le geste de marche arrière.

Indiquer une distance derrière le véhicule
Bras levés en équerre, paumes des mains face à face, indiquer un écartement avec rapprochement des bras.

Lever la benne
Un bras levé en équerre, indiquer le haut avec le pouce.

Baisser la benne
Un bras levé en équerre, indiquer le bas avec le pouce.

Arrêter la benne
Bras croisés et décroisés à l'horizontale.

Fin de prise de commandement
Bras écartés et immobiles, paumes des mains face au conducteur.

TERMINER TOUTE MANŒUVRE PAR LE GESTE DE FIN DE PRISE DE COMMANDEMENT

De nombreux accidents surviennent sur les chantiers lors des manœuvres, notamment lorsqu'un camion recule.

Principales causes des accidents

- l'absence d'aide extérieure et la présence de personnes à pied
- un rétroviseur intérieur inopérant ou inadéquat
- un rétroviseur extérieur sale
- les angles morts devant, derrière et sur les côtés des camions

angles morts

Comment éviter les accidents

- des chantiers encombrés
- l'inattention du conducteur (téléphone...)
- le non-respect des règles de sécurité : par ex. des piétons évoluant dans la zone de manœuvre.

Agir sur les moyens techniques

- rétroviseurs extérieurs (obligatoires) propres et adaptés
- rétroviseurs intérieurs (si possible)
- système d'aide au recul (caméra ou radar de recul).

■ **À chacun son rôle**

Le responsable de chantier :

- évalue s'il y a besoin d'un signaleur pour guider les manœuvres
- désigne un signaleur formé aux gestes de guidage, si lui-même ne peut remplir cette fonction, et lui donne les instructions liées à la circulation sur le chantier
- demande au signaleur de porter un **gilet de classe II** de couleur différente
- réduit les distances en marche arrière
- définit des zones permettant d'exécuter des manœuvres en sécurité
- organise son chantier.

Le signaleur :

- se fait connaître du conducteur de camion
- interdit la présence de piétons dans l'aire d'évolution des camions
- se place et reste toujours dans le champ de vision du conducteur durant la manœuvre
- respecte les signes conventionnels
- en cas d'urgence, fait immédiatement arrêter le véhicule par le signe « STOP ».

Le conducteur :

- s'assure de la propreté des vitres et des rétroviseurs de son véhicule, et de la bonne visibilité
- s'assure du bon fonctionnement des dispositifs de détection et d'alerte de son véhicule
- suit les indications du signaleur
- s'arrête si le signaleur disparaît de son champ visuel.

Position du signaleur par rapport au véhicule à guider




- Le signaleur doit toujours être vu par le conducteur.
- Le signaleur ne doit jamais être sur la trajectoire d'un camion qui recule.

OUI
Le signaleur voit derrière le véhicule, et il est vu directement par le conducteur.

NON
Le signaleur voit derrière le véhicule, mais n'est pas vu par le conducteur.

Réf : D6 H 01 18
ISBN : 978-2-7354-0484-1
Édition : juillet 2018
www.preventibtp.fr
Illustrations : © Lippman
Réalisation : TOO-MACH 33 4 43 92 17 80

16 LOCAUX AFFECTES AUX PERSONNELS

A charge	Descriptif	Objectifs et observations
01	<p>« Pendant toute la durée des travaux et jusqu'à réception »</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Vestiaire</u> : Casiers (en nombre suffisant) et bancs - <u>Réfectoire</u> : Table et chaises (ou banc) - <u>Sanitaire</u> : Autonome à l'anglaise • L'entreprise devra préciser les moyens et mesures d'hygiène dans son PPSPS + UMD lors des travaux de désamiantage 	<p>Note Technique CRAMIF 27</p>  <p>CANTONNEMENTS DE CHANTIERS</p>  <p>Note technique CRAMIF n° 27</p>  <p>www.cramif.fr</p>

16.1 Zone Sanitaire

A charge	Descriptif
01	<p><u>Zone sanitaire comprenant :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 1 lavabo pour 10 travailleurs (article R4228-7) ➤ Eau potable ➤ Température réglable ➤ Moyens de nettoyage ➤ Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et chargés chaque fois que nécessaire ➤ Douches <p><u>Cabinet d'aisance / Urinoirs (articles R4228-10 à R4228-15 et R4534-144)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 hommes et 2 cabinets pour 20 femmes (L'effectif pris en compte est le nombre maximal de travailleurs présents simultanément sur le chantier) ➤ Les cabinets d'aisance pour le personnel féminin comportent un récipient pour garnitures périodiques ➤ Chasse d'eau ➤ Éclairage ➤ Chauffage en saison froide ➤ Sols et parois imperméables et facilement nettoyables ➤ Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnable de l'extérieur ➤ Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires ➤ Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412-149 et R4412-50, R4222-11 à R4222-17 et R4222-21 ➤ Papier hygiénique ➤ Installations séparées en cas de personnel mixte ➤ L'entrepreneur fait procéder au nettoyage et à la désinfection des cabinets d'aisance et des urinoirs au moins une fois par jour <p>Douche Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 23/07/1947 modifié (article R.4228-8 du code du travail).</p>





16.2 Zone Vestiaire

A charge	Descriptif
01	<ul style="list-style-type: none"> Zone Vestiaire comprenant : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Vestiaires et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (article R4228-2) ➤ Éclairé ➤ Chauffé (article R4228-4) ➤ Sol et parois facilement nettoyables (article R4228-3) ➤ Aéré (articles R4222-4 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21, R4228-4) ➤ Maintenu en état constant de propreté ➤ Installations séparées si personnel mixte (article R4228-5) ➤ Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage ➤ La surface des vestiaires sera d'au moins 1m² par salarié (article R4228-6, ED950 de l'INRS) ➤ Sièges en nombre suffisant ➤ Armoires individuelles : <ul style="list-style-type: none"> ○ Ininflammables ○ À double compartiment <p>Munies de serrure ou cadenas</p>

16.3 Zone Réfectoire

A charge	Descriptif
01	<p><u>Zone réfectoire comprenant :</u></p> <p>Si moins de 25 travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (articles R4228-23 à R4228-24 et article R4534-142) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Tables + chaises ➤ Micro-ondes ➤ Réfrigérateurs ➤ Maintien en état constant de propreté <p>Si 25 travailleurs au moins prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local de restauration (articles R4228-22 et R4228-24) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Tables + chaises en nombre suffisant ➤ Micro-ondes ➤ Réfrigérateurs ➤ 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers ➤ Nettoyage du local et des équipements après chaque repas <p>* La norme générale de surface est de 1,30m² par place assise.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la boisson (articles R4534-143 et R4225-2) <p>Machine à café / Cafetière</p>

17 EVACUATION DES GRAVOIS, NETTOYAGE DU CHANTIER ET DES ABORDS


A charge	Descriptif	Objectifs et observations
01	<ul style="list-style-type: none"> Un nettoyage sera réalisé à l'avancement et un point complet chaque fin de journée à l'extérieur (Au droit de la rue) L'évacuation des gravois devra être réalisée à l'avancement vers les zones de déchets matérialisées sur le PIC Déchets (MCA) sur espaces dédiés clôturés Les véhicules et engins devront laisser les voies extérieures dans un parfait état de propreté. Toute anomalie sera signalée à l'entreprise qui devra prendre les dispositions nécessaires pour pallier les dysfonctionnements. 	
<div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;"> <div style="text-align: center;">  <p>JE NETTOIE MON POSTE DE TRAVAIL</p> </div> <div style="text-align: center;">  <p>RESPONSABILITÉ PROPRETÉ SÉCURITÉ = CHANTIER PRO</p> </div> <div style="text-align: center;">  <p>JE TRIE MES DÉCHETS</p> </div> </div>		

18 BRUITS ET NUISANCES

A charge	Descriptif	Objectifs et observations
01	<ul style="list-style-type: none"> L'entreprise utilisera du matériel dont le niveau sonore est conforme à la réglementation en vigueur. Notamment le décret n°95-408 du 18 avril 1995 	<ul style="list-style-type: none"> Code du Travail relatif à la protection des travailleurs contre le bruit sur les chantiers Arrêté du 1er avril 1972 relatif aux bruits aériens des moteurs à explosion ou à combustion interne de certains engins de chantiers et bruits aériens des groupes moto compresseurs Arrêté du 11 avril 1972 relatif aux émissions sonores des matériels et engins de chantier Arrêtés du 2 janvier 1986 et du 13 janvier 1988 relatifs aux grues à tour Arrêté du 18 septembre 1987 relatif aux engins de terrassement Loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 dite « Loi Bruit », avec ses décrets et arrêtés d'application parus, relative à la lutte contre le bruit (un arrêté devant encadrer la production de bruit sur les chantiers et fixant des limites réglementaires est en préparation au Ministère de l'Environnement). Loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit Décret d'application n°95-79 du 23 janvier 1995 concernant les objets bruyants et les dispositifs d'insonorisation

19 BRANCHEMENT PROVISOIRE

19.1 ÉLECTRICITÉ DE CHANTIER

A charge	Descriptif	Objectifs et observations
01	<ul style="list-style-type: none"> L'entreprise fera les demandes auprès des concessionnaires afin de pouvoir bénéficier d'un raccordement de chantier (ENEDIS > Branchement + Fournisseur d'Énergie) Il mettra en place un groupe électrogène afin d'alimenter le cantonnement de chantier et ses installations liées au désamiantage (UMD) <p>Les groupes électrogènes, entraînés par des moteurs thermiques, présentent tous les risques liés à ces moteurs et au carburant utilisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Brûlure ➤ Incendie ➤ Risque mécanique ➤ Pollution sonore <ul style="list-style-type: none"> Utiliser de préférence des groupes électrogènes de classe II, en cas d'utilisation de groupe électrogène de classe I, raccordement obligatoire à la terre. Les installations doivent obligatoirement être protégées par un dispositif différentiel 30mA installé soit d'origine sur le groupe ou par le biais d'un coffret 	<p>Utilisation de matériels et outillage thermique Mise à la terre du GE</p>  <p>(Ou équivalent)</p> <div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 40px; margin-right: 10px;"></div> <div> <p>IP 24</p> <p>Indice de protection élevé</p> </div> </div> <p>Classe II</p>


19.2 BRANCHEMENT EN EAU

A charge	Descriptif
01 (CCTP)	<ul style="list-style-type: none"> L'entreprise sera tenue d'installer l'eau courante, sur le chantier, dès son ouverture, jusqu'à la fin des travaux, pour la partie cantonnement mais aussi pour les travaux. Il acquittera le montant des locations, prendra à sa charge les frais d'installation et de fonctionnement ainsi que toutes démarches nécessaires auprès des sociétés intéressées. <p>Cette prestation comprend enfin à la charge exclusive de l'ENT des frais de location et les frais d'utilisation. Cette prestation servira d'une part au cantonnement de chantier, d'autre part aux travaux.</p>


20 CONSIGNATION DES RESEAUX

A charge	Descriptif
MOA	<p style="text-align: center;"><u>A réaliser avant tous travaux sur réseaux en service</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <u>Consignation électricité :</u> <ul style="list-style-type: none"> A réaliser par le MOA qui devra transmettre au Coordonnateur SPS un PV précisant : la date de consignation, le nom de l'intervenant, le plan de la zone concernée, le type de contrôle qui a été réalisé. <u>Consignation fluides et gaz :</u> <ul style="list-style-type: none"> A réaliser par le MOA qui devra transmettre au Coordonnateur SPS un PV précisant : la date de consignation, le nom de l'intervenant, le plan de la zone concernée, le type de contrôle qui a été réalisé.

21 TRAVAUX SUPERPOSÉS

A charge	Descriptif	Objectifs et observations
01	<ul style="list-style-type: none"> Toutes les interventions simultanées ou superposées sont interdites. Les phases de présomption de difficultés dans le domaine feront l'objet d'une inspection commune interentreprises avec le coordonnateur. Certaines phases peuvent être éventuellement décalées en accord avec l'entrepreneur et le CSPS 	

22 MANUTENTION ET DÉCHARGEMENT

A charge	Descriptif	Objectifs et observations
01	<ul style="list-style-type: none"> L'entreprise doit prévoir dans son P.P.S.P.S. des modes opératoires réduisant les manutentions manuelles. <u>La manutention s'effectuera avec les protections individuelles :</u> <ul style="list-style-type: none"> Gants de protection, Vêtements de travail, Casque, Chaussures de sécurité. Un passage sur la voie de circulation devra être laissé pendant les opérations de déchargement. L'arrimage doit être exécuté par un ouvrier de l'entreprise à qui appartient le matériel, sous réserve que le corps d'état utilisateur ait fourni le matériel de manutention conforme et adapté. Les engins devront posséder dans leur cabine le certificat de contrôle technique à jour attestant le respect de la réglementation en vigueur. L'entreprise devra s'assurer avant intervention sur le site que le personnel est habilité à la conduite (CACES) et que l'engin est à jour de la visite de contrôle. En cas de non-conformité l'intervention aura refusé avec les conséquences financières à la charge de l'entreprise. L'entreprise à qui appartient le matériel de manutention assurera l'affichage systématique des charges admissibles En cas de non-conformité l'intervention aura refusé avec les conséquences financières à la charge de l'entreprise. 	<p>Adapter le travail à l'homme</p>  <p>Limiter le recours aux manutentions manuelles</p>

22.1 OUTILLAGES DIVERS

A charge	Descriptif
01	<ul style="list-style-type: none"> Les outils, machines et équipements de travail utilisés sur le chantier par les entreprises doivent être conformes à la réglementation du travail en vigueur et doivent avoir fait l'objet de la maintenance, des vérifications et examens périodiques réglementaires


22.2 TRAVAUX LIES AUX DEPOSES DE RESEAUX EXISTANTS

A charge	Descriptif	Observations
01	<ul style="list-style-type: none"> Ils seront entrepris après s'être assuré que tous les éléments de sécurité collective sont en place (Consignations) La co-activité superposée simultanée sera proscrite entre ces travaux de dévoiement et d'autres travaux. 	Consignation des réseaux existant présent dans le bâtiment, fournir un Procès-verbal de consignation


23 PROTECTIONS COLLECTIVES

A charge	Descriptif
01	<ul style="list-style-type: none"> • L'entreprise devra utiliser des procédés de désamiantage/déconstruction/démolition intégrant la sécurité ou permettant de l'intégrer • Les protections collectives devront être mise en place dès pris en compte du risque • Toutes les zones à risques devront être balisées à l'aide de grillage PVC orange ou équivalent (rubalise interdite) dans un premier temps puis une protection plus pérenne la remplacera (clôtures 4 coté) ou obturation. • Les outils machines, engins de chantier, appareils de levage et équipements de travail utilisés sur le chantier par les entreprises doivent être conformes à la réglementation du travail en vigueur. • Ils doivent être employés dans leur domaine de fonctionnement normal (cf. notice constructeur) et font l'objet de la maintenance des vérifications et examens périodiques réglementaires (cf. art R 4721-11 du code du travail et arrêté du 5 mars et du 9 juin 1993). • D'autre part, les engins circulants ou manœuvrant en marche arrière tels que les compacteurs et niveleuses doivent être équipés des dispositifs de sécurité, selon le cas précisé par la recommandation CNAM R 354 (panier de recueil éventuellement avertisseur sonore de recul). • Les pelles hydrauliques de terrassement utilisées doivent être équipées des dispositifs de sécurité conformément aux recommandations de la CNAM R 293. • Quel qu'en soit la nature (chute de hauteur, de plain-pied/glissade...) devra la mise en place de signalétique adapté au risque crée ainsi que son balisage ou sa protection • Ces protections sont à mettre en place dès création du risque. • Toute trémie ou réservation horizontales < 90cm² devra être obturée et ne devra créer un risque de chute de plain-pied. • Si pour une tâche déterminée ou pour des raisons techniques, l'entreprise est amenée à déposer un élément de protection, elle doit assurer immédiatement la continuité de la sécurité par un autre moyen défini dans son P.P.S.P.S. Elle rétablira les protections initiales le plus rapidement possible. • <u>Risques principaux liés aux démolitions, ils sont dus :</u> <ol style="list-style-type: none"> 1- Aux déplacements des déblais, 2- Aux chutes de gravois 3- Lors de l'accès au poste de conduite des engins 4- Aux conditions variables de circulation des engins 5- A l'état du sol (glissance etc....) 6- Aux manques de visibilité depuis les cabines des engins lors des manœuvres, 7- Aux conditions de stabilité des engins à l'égard du possible retournement. • <u>Mesures de sécurité minimum à prendre en fonction des risques encourus :</u> <ol style="list-style-type: none"> 1- Organiser les circulations d'engins 2- Limiter au maximum la présence de piétons au pied des engins 3- Assurer un entretien préventif des organes de sécurité : klaxon de recul, phares, échelles d'accès...) 4- Assurer la formation à la sécurité des nouveaux embauchés conducteurs et manœuvres au poste de travail. 5- Assurer la stabilité des talus.


24 AMIANTE

A charge	Descriptif	Objectifs et observations
01	<ul style="list-style-type: none"> L'entreprise devra transmettre son PPSPS et son Plan de Retrait (2 documents différents) Détailler mode opératoire pour approvisionner sur le lieu de pose et évacuer depuis ce même lieu. Préciser le type de matériel utilisé pour protéger le personnel contre le risque amiante. L'entreprise devra indiquer avec précision la méthode prévue pour réaliser le retrait des matériaux (MCA) L'employeur doit estimer le niveau d'empoussièrement de chacun des processus de travail qu'il aura déclaré dans son document unique. Ce dernier sera mis à jour à chaque modification de processus entraînant un changement d'empoussièrement ou lors de l'introduction de nouveaux processus. <p>Les processus devront être classés selon 3 niveaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Premier niveau : empoussièrement < VLEP ; - Deuxième niveau : $VLEP \leq \text{empoussièrement} < 60 \text{ VLEP}$; - Troisième niveau : $60 \text{ VLEP} \leq \text{empoussièrement} < 250 \text{ VLEP}$ <p><u>La VLEP étant fixée à 10 fibres par litre sur une moyenne de 8 heures de travail.</u></p> <p><u>Stratégie d'échantillonnage et empoussètements :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Les empoussètements doivent être mesurés par microscopie électronique à transmission analytique (META). La stratégie d'échantillonnage, les prélèvements et les analyses doivent être réalisés par un organisme accrédité <p>Vacation :</p> <ul style="list-style-type: none"> La durée maximale de vacation d'un travailleur exposé ne doit pas excéder 2h30, le cumul quotidien ne devant pas dépasser 6h. Rappel des dispositions applicables aux agents chimiques (CMR) : <ul style="list-style-type: none"> - Articles R4412-59 à 93 du Code du Travail 	<p>L'entreprise doit consulter le diagnostic amiante auprès du Maître d'ouvrage.</p>  <p><u>PPSPS :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Décret 94-1159 du 26 décembre 94 <p><u>Plan de retrait :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Art. 23 du décret 96-98 <p>Seules les personnes formées et disposant d'un avis de non-contre-indication médicale sont habilitées à intervenir.</p> <p>Elles doivent impérativement avoir suivi une formation à la sécurité et une formation au travail lié à l'amiante, conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Le PDRA doit être transmis à la DREETS, à la CARSAT et le cas échéant à l'OPPBTB</p> <p>Communiquer le plan de retrait une fois par trimestre au médecin du travail, CHSCT ou, à défaut aux délégués du personnel</p> <p><u>Voir pages 4 et 5, rappel des textes et procédures</u></p>
Suivant Diag		

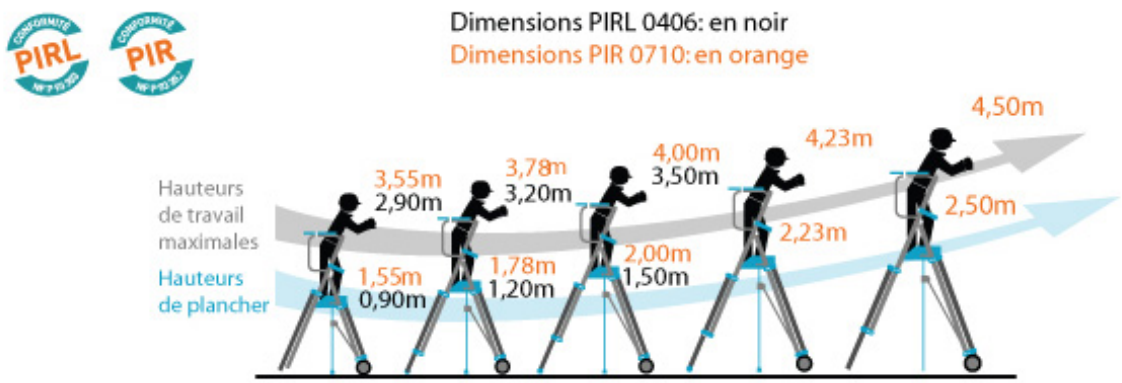
25 ABSENCE DE REVETEMENT CONTENANT DU PLOMB

A charge	Descriptif	Objectifs et observations
01	<ul style="list-style-type: none"> Suivant Diag 	


26 TRAVAUX EN HAUTEUR

A charge	Descriptif	Objectifs et observations
01	<ul style="list-style-type: none"> L'entreprise précisera dans son P.P.S.P.S. le type de matériel qu'elle compte mettre en œuvre ainsi que le principe d'installation et l'organisation des rotations de matériel. Les travaux en hauteur seront exécutés conformément au décret 2004-924 du 1er septembre 2004. L'utilisation de protections individuelles sera tolérée pour la mise en place de protections collectives. Pour les autres interventions, les protections collectives sont obligatoires (voir paragraphe protections collectives.) L'ensemble des entreprises devra mettre du matériel conforme à disposition de leur personnel, y compris pour les travaux à faible hauteur 	


26.1 PIR/PIRL

A charge	Descriptif
01	<ul style="list-style-type: none"> L'entrepreneur devra mettre à disposition de leur personnel des échafaudages, PIR/PIRL réglementaire. Les échelles, escabeaux et autre marche pied ne pourront être utilisées comme poste de travail. (Art R4323-63 du Code du travail)
 <p>Dimensions PIRL 0406: en noir Dimensions PIR 0710: en orange</p> <p>Hauteurs de travail maximales Hauteurs de plancher</p>	


26.2 Échafaudages

A charge	Descriptif	Objectifs et observations
01	<ul style="list-style-type: none"> Avant toute première utilisation et à chaque déplacement ou adaptation, un procès-verbal de conformité de montage des échafaudages devra être affiché sur l'échafaudage L'ensemble des échafaudages (même roulant) nécessaire pour la réalisation des installations, sont à la charge des entrepreneurs. Le personnel doit avoir reçu une formation (R409 échafaudage fixe et R408 échafaudage roulant) 	

26.3 CACES

A charge	Descriptif	Objectifs et observations
01	<ul style="list-style-type: none"> La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage est réservée aux travailleurs qui ont reçu une formation adéquate Pour certains équipements présentant des risques particuliers, ils doivent en outre être titulaires d'une autorisation de conduite délivrée par l'employeur 	

27 TRAVAUX LIES AUX DEVOIEMENTS DE RESEAUX ET RACCORDEMENTS SUR RESEAUX EXISTANTS

A charge	Descriptif	Objectifs et observations
TCE concernés	<ul style="list-style-type: none"> Avant chaque déclaration, le maître d'ouvrage et les intervenants sont tenus de consulter le guichet unique qui permet d'accéder aux coordonnées des exploitants et recense une cartographie des réseaux existants. Ce service est accessible 24h/24 gratuitement à cette adresse : www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr Chaque entreprise devra récupérer auprès du maître d'ouvrage les n° de DT et transmettre sa déclaration d'intention de commencer les travaux (DICT) aux exploitants des réseaux en charge concernés au moins 10 jours avant le début effectif des travaux. A compter du 1er janvier 2019 l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR) est rendue obligatoire pour les salariés intervenant dans la conception et l'exécution de travaux à proximité des réseaux. Le présent marché est donc concerné par cette réglementation (voir paragraphe AIPR) Les entreprises devront donc justifier de l'attestation de compétence d'AIPR pour les salariés qui interviendront sur le projet 	


27.1 AIPR (Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux)

A charge	Descriptif
01	<p align="center"><u>Obligation depuis le 1^{er} Janvier 2019</u></p> <p>- <u>Réforme Anti-endommagement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Article R. 554-31 du code de l'environnement ➤ Articles 20 à 22 et article 25 de l'arrêté du 15 février 2012 modifié <p><u>3 profils de compétence</u></p> <p><u>Concepteur :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Salarié du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre devant intervenir en préparation ou suivi des projets de travaux chargés notamment d'effectuer les déclarations de projet de travaux (DT), d'analyser leurs réponses, de procéder ou faire procéder à des investigations complémentaires sur les réseaux situés au droit des travaux, d'annexer au dossier de consultation des entreprises puis au marché de travaux les informations utiles sur les réseaux, de procéder ou faire procéder au marquage piquetage des réseaux enterrés et d'assurer le suivi ou le contrôle de l'exécution des travaux <p>« L'obligation s'applique à au moins une personne chargée par le responsable de projet de ces missions ou de leur coordination, et lorsque pour les travaux prévus sont appelés à intervenir plusieurs entreprises, entreprises sous-traitantes incluses, ou plusieurs travailleurs indépendants * extraits de l'arrêté du 22 décembre 2015</p> <p><u>Encadrant :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Agent chargé d'encadrer des équipes de travaux, intervenant en préparation administrative et technique (chef de chantier, encadrant d'équipe). Pour tout chantier de travaux, au moins un agent doit être identifiable comme titulaire d'une AIPR « encadrant ». <p><u>Opérateur :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Salarié intervenant directement dans les travaux à proximité des réseaux aériens ou enterrés, soit en tant qu'opérateur d'engin (voir liste à l'annexe 4 de l'arrêté du 15 février 2012), soit dans le cadre de travaux urgents. Sur tout chantier de travaux, l'ensemble des opérateurs d'engins doivent être titulaires d'une AIPR. Sur tout chantier de travaux urgents, l'ensemble des personnels intervenant en terrassement ou en approche des réseaux aériens doivent être titulaires de l'AIPR <p align="center">L'entrepreneur devra obligatoirement avoir sur le chantier 1 Encadrant minimum présent tout au long de l'opération</p>

28 TRAVAUX A PROXIMITÉS DES OUVRAGES SOUTERRAINS, AÉRIENS

A charge	Descriptif
01	<ul style="list-style-type: none"> • L'entrepreneur devra transmettre sa déclaration d'intention de commencer les travaux (DICT) aux exploitants des réseaux en charge concernés au moins 10 jours avant le début effectif des travaux. • Pour les réseaux enterrés déjà en place, l'entreprise devra se renseigner auprès du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Œuvre ou de l'exploitant (citerne gaz, etc.) afin d'obtenir le maximum de renseignements sur la nature et l'implantation des ouvrages. • A compter du 1er janvier 2019 l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR) est rendue obligatoire pour les salariés intervenant dans la conception et l'exécution de travaux à proximité des réseaux. Le présent marché est donc concerné par cette réglementation • Les entreprises concernées devront donc justifier de l'attestation de compétence d'AIPR pour les salariés qui interviendront sur le projet


29 SANCTION POUR NON-RESPECT DES RÈGLES DE SÉCURITÉ & PROTECTION DE LA SANTE

A charge	Descriptif	Objectifs et observations
TCE	<ul style="list-style-type: none"> Les employés de l'entreprises qui ne respecteraient pas les prescriptions du présent P.G.C.S.P.S.S, du P.P.S.P.S ou qui ne tiendraient pas compte des Objectifs et Observations du Coordonnateur SPS pourraient se voir exclus du chantier sur décision du Maître d'Ouvrage. L'entreprise ne pourrait demander aucune indemnité. Toutes les conséquences sur les délais seraient à la charge de l'entreprise dont le personnel n'avait pas respecté les consignes de sécurité. 	

30 PLANNING TRAVAUX

A charge	Descriptif
01	<ul style="list-style-type: none"> Avant le début des travaux, il devra fournir un planning d'intervention Le planning sera mis à jour si besoin au fur et à mesure de l'avancement de l'opération

31 INSPECTION COMMUNE (Réunion préparatoire)

A charge	Descriptif	Objectifs et observations
EE	<ul style="list-style-type: none"> L'entreprise participera à une inspection commune avec le Coordonnateur sécurité pour mettre au point le phasage des travaux et fixer les règles pour la mise en commun et l'utilisation des matériels de manutention, et des protections collectives avant la remise de leur PPSPS. Prévenir le Coordonnateur SPS au minimum 10 jours avant la demande de visite avec une entreprise (sous-traitance le cas échéant) Le Coordonnateur ne réalisera aucune inspection commune avec un sous-traitant éventuel sans que celui-ci ait été informé par le MOA que ce dernier a bien été déclaré (copie d'acte d'agrément) 	

32 INTEMPÉRIES

A charge	Descriptif	Objectifs et observations
01	<ul style="list-style-type: none"> Chaque entreprise veillera à ne pas exposer ses salariés aux risques découlant des conditions climatiques (neige, verglas, vent violent, orage) 	Éliminer les risques.

33 P.P.S.P.S.

A charge	Descriptif	Objectifs et observations
EE	<ul style="list-style-type: none"> Le P.P.S.P.S doit être rédigé par le personnel d'encadrement de chantier et il est spécifique à chaque chantier. L'intervention sur le chantier n'est autorisée que dans le délai de 10 jours après transmission du P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS. Dans le P.P.S.P.S, les entreprises présenteront l'analyse des risques de leur activité et présenteront leur(s) mode(s) opératoire(s) sous forme de schéma(s). Nous rappelons aux entreprises que le P.P.S.P.S doit être présent sur le chantier et qu'il doit être communiqué au personnel de chantier. Avant intervention sur le chantier et après que le P.P.S.P.S ait été accepté par le Coordonnateur SPS, l'entreprise organisera une réunion avec le personnel qui interviendra sur le chantier pour lire et commenter le P.P.S.P.S et le faire signer (le Coordonnateur SPS sera informé de cette réunion et pourra y participer.) <p><u>Sanction</u> : « L. 4744-5 du Code du travail »</p> <ul style="list-style-type: none"> PPSPS non transmis au Coordonnateur : 9000 € d'amende 	Respects des obligations réglementaires du chef d'entreprise en santé-sécurité et conditions de travail.

34 ANNEXE 01 « Fiche analyse PPSPS »

FICHE D'ANALYSE & D'AIDE A L'ELABORATION DU PPSPS

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

En cours

Analyse.1

Observations CSPS :

1. L'ensemble des éléments ci-dessous doivent se trouver dans votre PPSPS

Renseignements généraux (0%) :

- ☐ Intitulé de l'opération (Page de garde)
- ☐ Désignation du lot / Description de l'intervention (Page de Garde)
- ☐ Coordonnées du MOA
- ☐ Coordonnées du MOE
- ☐ Coordonnées du CSPS
- ☐ Coordonnées de la DIRECCTE
- ☐ Coordonnées de la CRAMIF
- ☐ Coordonnées de l'OPPBTP
- ☐ Coordonnées du Médecin du travail
- ☐ Nom et adresse de l'entrepreneur
- ☐ Coordonnées des personnes chargées de diriger les travaux (Cdt Trx & Chef chantier/équipe)
- ☐ Effectif prévisible du chantier

PREMIERS SECOURS AUX ACCIDENTÉS

En cours

Analyse.2

Observations CSPS :

1. L'ensemble des éléments ci-dessous doivent se trouver dans votre PPSPS

(0%) :

- ☐ Affichage des numéros d'appels
- ☐ Présence de secouristes sur le chantier (Entreprise)
- ☐ Matériel médical présent sur le chantier
- ☐ Consignes à observer en matière de secours et d'évacuation
- ☐ Fiche complétée « En cas d'accident »
- ☐ Indication mesures de secours / COVID19
- ☐ Mesures prises pour un transport rapide d'un accidenté grave vers un centre hospitalier
- ☐ Indication sur le « Kit COVID »
- ☐ Désignation du référent COVID19

MESURES PRISES POUR ASSURER L'HYGIÈNE DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DES LOCAUX DU PERSONNEL. EMPLACEMENT DU LOCAL SUR LE CHANTIER ET DATE DE MISE EN SERVICE.

En cours

Analyser.3

Observations CSPS :

1. L'ensemble des éléments ci-dessous doivent se trouver dans votre PPSPS

Mesures prises pour assurer l'hygiène des conditions de travail et des locaux du personnel. (0%) :

- ☐ Vestiaires
- ☐ Sanitaires
- ☐ Lavabos
- ☐ Réfectoires

ADAPTATION AUX CONDITIONS SPÉCIFIQUES DE L'INTERVENTION SUR CHANTIER NOTAMMENT DUES AUX MESURES PRESCRITES PAR LE COORDONNATEUR, INSTALLATIONS OU MATÉRIELS MIS EN COMMUN.

En cours

Analyser.7

Observations CSPS :

1. L'ensemble des éléments ci-dessous doivent se trouver dans votre PPSPS
 - Harmonisation du PPSPS suivant les informations se trouvant dans la fiche de VIC

Analyse des risques (0%) :

- ☐ Installations des matériels prévus pour la réalisation de l'opération
- ☐ Analyse des risques liés aux circulations des engins/véhicules ou activité d'exploitation du site
- ☐ Analyse des risques liés aux chargements et déchargements des matériels et matériaux
- ☐ Analyse des risques liés aux cheminements et environnements de travail
- ☐ Analyse des risques liés à vos propres travaux
- ☐ Analyse détaillée des procédés de construction et d'exécution suivant modes opératoires établis
- ☐ Analyses et mesures prises pour prévenir les risques dits « exportés »
- ☐ Analyse et mesures prises pour prévenir les risques dits « importés »
- ☐ Mesures de protection collectives ou à défaut individuelles adaptées
- ☐ Prise en compte des mesures de coordination générale décidées par le coordonnateur

Amiante & Plomb